

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité-Travail-Progrès

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET EN MILIEU D'ANNEE 2022

SEPTEMBRE 2022

INTRODUCTION

Notre contexte économique national est marqué par la gestion de la situation sécuritaire, les effets de la guerre en Ukraine, la persistance des chocs climatiques et les impacts de la Covid-19. Malgré ce contexte de vulnérabilité, la situation sociopolitique actuelle reste favorable à la relance de l'activité économique et permettra la mise en œuvre des programmes audacieux de réformes.

Au plan économique et financier, le taux de croissance économique est ressorti à 1,3% en 2021, en dessous de la cible de 7% jugée nécessaire pour permettre la réduction significative du niveau de pauvreté dans notre pays.

Les engagements contenus dans le Programme de Renaissance Acte III du Président de la République, ont été réaffirmés dans la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement (DPG), adoptée le 26 mai 2021 par l'Assemblée Nationale.

La DPG repose sur sept (7) grands axes d'orientation : (i) la sécurité et la quiétude sociale, (ii) la bonne gouvernance et la consolidation des institutions républicaines, (iii) le développement du capital humain, (iv) la modernisation du monde rural, (v) le développement des infrastructures économiques, (vi) l'exploitation des potentialités économiques et (vii) la solidarité et l'inclusion socioéconomique des catégories en situation de vulnérabilité. Elle vise notamment la consolidation de la gouvernance économique et financière à travers :

- la mobilisation des ressources nécessaires pour financer les dépenses essentielles dans les domaines de la sécurité, des infrastructures sociales de base et du développement ;
- l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de la dépense publique ;
- la transformation de l'économie.

Conformément à la lettre n°0027/DIRCAB/PM/SCC du 12 juillet 2022, les grandes orientations de la politique budgétaire 2023 à moyen terme s'inscrivent dans la droite ligne du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuel (DPBEP) 2023-2025.

Le présent rapport fera, dans un premier temps, le point de l'évolution récente de la situation économique et financière pour la période de 20147 à 2021, dans un second temps, la situation des perspectives macroéconomiques de l'année 2022 et dans un troisième temps, la situation de l'exécution du budget et du portefeuille en fin juin 2022.

I. ÉVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE 2017-2021

L'activité économique a été marquée par la mise en œuvre du Programme de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021, du Programme Economique et Financier (PEF) 2017-2020, appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du Fonds Monétaire International (FMI) ainsi que du Programme de Réforme de la Gestion des Finances Publiques (PRGFP IV) 2017-2020.

Pendant cette période, l'économie du Niger a fait face à plusieurs chocs de diverses natures. En dépit de tous ces chocs, notamment sécuritaire, climatique, sanitaire lié à la pandémie de

la Covid-19 et la baisse des prix des matières premières, l'activité économique est demeurée robuste avec un taux de croissance annuel moyen du PIB de 5,4% sur la période 2017-2020. Au moment où l'économie a fait preuve d'une forte résilience face à la pandémie de la Covid-19, les chocs climatiques vécus en 2021 et la détérioration de l'environnement sécuritaire ont eu un impact majeur sur la production agricole, la croissance économique et la pauvreté.

1.1. Croissance économique et inflation

La croissance a été soutenue par l'ensemble des secteurs économiques. En effet, le secteur primaire a connu une croissance annuelle moyenne de 6,1%, le secteur secondaire de 5,9% et le secteur tertiaire de 4,6% sur la période 2017-2020. En 2021, la croissance est ressortie à 1,3%.

- **Au niveau du secteur primaire :** les branches du secteur ont bénéficié des investissements du Gouvernement dans le cadre de l'Initiative 3N (I3N) et du Millenium Challenge Corporation (MCC) qui ont permis d'atténuer les effets négatifs du changement climatique. Ce secteur occupe plus de 80% de la population active, sur des terres arables qui se raréfient et se dégradent sous l'effet d'une utilisation extensive et de l'avancée du désert. Ainsi, le secteur primaire a connu un rebond de 7,9% en 2018 après une décélération enregistrée en 2017 (5,4%) suite à la baisse de la production agricole. En 2019, le taux de croissance du secteur primaire s'est établi à 3,4% résultant en partie d'une faible performance de l'agriculture qui s'est affichée à 2,8% après 13,9% en 2018. La faible performance de la production agricole est imputable à l'arrêt précoce des pluies qui n'a pas permis à certaines cultures d'atteindre leur maturité. En 2020, ce secteur a connu une légère accélération en lien avec la hausse de la production agricole de 9,9% contre 2,8% en 2019. Globalement sur la période 2017-2020, le secteur primaire a représenté 37,6% du PIB.

En 2021, la valeur ajoutée du secteur primaire a connu une baisse de 4,5% en lien principalement avec le repli de la production agricole due à l'insuffisance des pluies ayant entraîné une baisse de 39% de la production céréalière pluviale, malgré la hausse de 11,9% des cultures irriguées et 24,3% des autres produits.

- **Au niveau du secteur secondaire :** La part de ce secteur dans le PIB a augmenté de 5,9% pour ressortir à 20,4%. Les activités d'extraction ont représenté plus du tiers de la valeur ajoutée (36,1% du secteur secondaire entre 2017 et 2020), mais ont connu un léger repli en 2020 et 2021. En effet, sur la période 2017-2020, la quantité d'uranium produite a régressé en moyenne de 3,4% sous l'effet de la baisse des cours de ce minerai et l'épuisement des gisements du site de la COMINAK. Quant à la production du pétrole brut, elle a augmenté à un rythme annuel de 4,7% sur les quatre (4) dernières années.

En 2021, le secteur secondaire a cru de 4,1% et a représenté 21,8% du PIB. Cette évolution est consubstantielle aux comportements de la production de l'or (+11,2%), de la branche construction (+9,2%) et des activités manufacturières (+3,3%), malgré la forte contraction de la production de l'uranium (-29,6%). En effet, l'arrêt de l'exploitation de la COMINAK a eu lieu en mars 2021, ce qui a entraîné la perte des emplois des salariés de ladite société et celle des contrats avec les sous-traitants.

- **Au niveau du secteur tertiaire :** représentant en moyenne 36,8% du PIB entre 2017 et 2020, ce secteur a enregistré une croissance annuelle moyenne de 4,6%. Le

comportement du secteur tertiaire est largement influencé par la croissance des activités des administrations publiques, en lien avec les services liés aux travaux d'infrastructures (UA 2019, fêtes tournantes, échangeurs urbains, rénovation de l'aéroport international Diori Hamani de Niamey) et de télécommunications. Concernant le secteur des télécommunications, avec l'amélioration des infrastructures de télécommunications, et par conséquent du taux de pénétration globale (le fixe et le mobile) de 45,4% en 2017 et 53,6% en 2020, les communications nationales ont cru à un rythme annuel de 31,6% sur la période sous revue.

En 2021, la valeur ajoutée du secteur tertiaire représentait 37,8% du PIB, stimulée par le rebond des sous-secteurs du transport, de l'hôtellerie et des télécommunications plombés par la pandémie de la COVID-19 en 2020.

Tableau 1: Évolution du taux de croissance réelle du PIB par secteur entre 2017 et 2021 (en %)

Secteurs d'activités	2017	2018	2019	2020	Moyenne 2017-2020	2021
PIB réel	5,0	7,2	5,9	3,6	5,4	1,3
Secteur primaire	5,4	7,9	3,4	7,7	6,1	-4,5
Secteur secondaire	6,8	6,0	9,0	1,7	5,9	4,1
Secteur tertiaire	4,0	5,0	7,0	2,3	4,6	4,4
Impôts et taxes nets sur les produits	2,3	23,4	4,2	-6,8	5,8	8,0

Source: INS et MP/DGECO

- **Du côté de la demande**

La croissance économique continue d'être soutenue par la consommation finale (84,9% du PIB en moyenne) et les investissements (29,2%) sur la période 2017-2020. Cette dynamique est atténuée par le solde négatif de la balance commerciale de -14,3% du PIB.

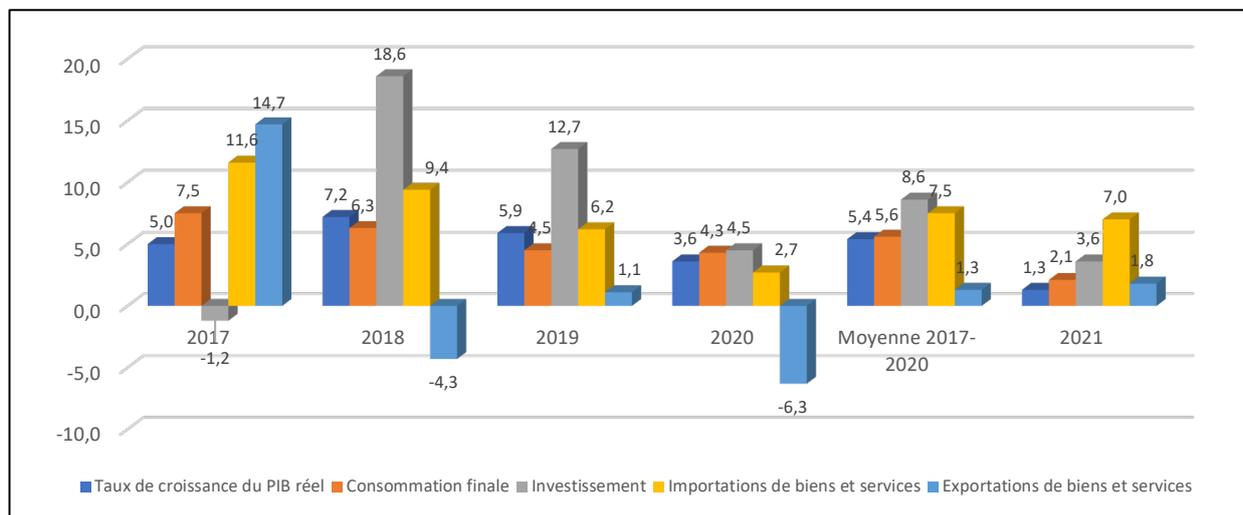
La consommation finale a augmenté en moyenne de 5,6% sur la période 2017-2020, tirée par la consommation finale des ménages (69,4% du PIB en moyenne) qui représente la composante la plus importante du PIB. Quant à la consommation finale des administrations publiques, sa croissance moyenne sur la période 2017-2020 s'est située à 5,1%, en rapport avec l'évolution des dépenses publiques.

Les investissements ont enregistré une croissance moyenne de 8,6% sur la période 2017-2020. Cette évolution provient pour l'essentiel d'une augmentation des investissements publics de 15,2% en lien avec la réalisation des grands projets structurants dans le cadre de la mise en œuvre du volet « développement des infrastructures » du PDES 2017-2021. Quant aux investissements privés, ils ont progressé de 7,9%, tirés par les IDE qui ont augmenté de 17,2%, reflétant ainsi la performance du Niger dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires.

Exportation et importations : en lien avec la hausse des investissements et de la consommation finale, **les importations de biens et services** ont augmenté de 7,5% en moyenne sur la période 2017-2020. Au cours de la même période, **les exportations**

de biens et services ont progressé de 1,3%. Ceci pourrait s'expliquer par la faible compétitivité des produits locaux à l'exportation et la faible transformation économique.

Graphique 1: Évolution de la croissance du PIB et des composantes (%) de la demande



Source : INS, DGOFR

Pour ce qui est des prix, **l'inflation** est ressortie à 1,4% en moyenne annuelle sur la période 2017-2020. Les mesures prises par le Gouvernement suite aux mauvaises campagnes agricoles, notamment la vente à temps de céréales à des prix modérés, la distribution gratuite des céréales et les opérations « cash for work » pour soutenir les populations vulnérables ont contribué à contenir l'évolution des prix, notamment ceux des produits alimentaires, qui impactent significativement le niveau général des prix. Cependant, en 2020, les prix se sont inscrits dans une dynamique haussière par rapport aux années 2019, 2018 et 2017, en raison de l'augmentation des prix des produits alimentaires, en lien avec l'impact de la pandémie de la Covid-19 qui a entraîné des perturbations dans le circuit de la distribution. Toutefois, la bonne tenue de la campagne agricole 2020 et les mesures prises par le Gouvernement ont permis de stabiliser les prix à 2,9%, notamment en période de soudure.

En 2021, l'important déficit enregistré au niveau de la campagne agricole a contribué à la hausse des prix des céréales non transformées. Le taux d'inflation est ressorti à 3,8% en 2021 en moyenne annuelle contre 2,9% en 2020.

1.2. Finances publiques

Concernant les finances publiques, des performances moindres ont été enregistrées entre 2017 et 2020, en lien avec le contexte sécuritaire qui perdure dans la sous-région, la fermeture de la frontière du Nigéria et les effets induits de la Covid-19 en 2020. Il est ressorti un déficit budgétaire dans compris en pourcentage du PIB de 4% en moyenne sur la période 2017-2020. En effet, le déficit budgétaire, dans compris, est passé de 4,1% du PIB en 2017 à 3,0% du PIB en 2018, 3,5% en 2019 et 5,3% du PIB en 2020.

Au cours de la même période, la dette publique est restée relativement modérée même si son niveau a augmenté ces dernières années. Le taux d'endettement est ressorti à 43,6% du PIB en 2020.

En 2021, les finances publiques se sont globalement bien tenues, en dépit de la persistance des chocs. Le déficit budgétaire (dons compris) s'est dégradé pour se situer à 5,9% du PIB, contre 5,4% du PIB en 2020. La mobilisation des appuis budgétaires à hauteur de 484,7 milliards (159,0 milliards de subvention et 102,4 milliards de prêts) a contribué à atténuer la pression sur les dépenses. Les recettes totales cash mobilisées s'élèvent à 853,6 milliards à fin décembre 2021 contre 846,4 milliards en 2020.

Les recettes totales et dons ont augmenté en moyenne de 7,8% par an entre 2017 et 2020 pour représenter 17,1% du PIB en 2020 contre 17,9% en 2019 ; 18,1% en 2018 et 15,4% en 2017.

Les recettes fiscales ont augmenté de 6,5% en moyenne sur la période 2017-2020, en lien avec la hausse des impôts et taxes sur les biens et services (6%), l'impôt sur les revenus (5,3%), les taxes sur le commerce extérieur (7,1%) et les autres recettes fiscales (19,8%). La baisse des recettes fiscales en 2020 s'explique par les effets induits de la Covid-19 qui ont entraîné des mesures d'assouplissement fiscal pour soutenir l'économie, de la fermeture de la frontière avec le Nigéria et de la conjoncture défavorable dans les secteurs minier et pétrolier.

Quant aux recettes non fiscales et celles des comptes spéciaux, sur la période 2017-2020, elles ont progressé respectivement de 29,5% et 27,1% pour atteindre 73,6 milliards et 18,2 milliards en 2020 en moyenne.

Les dons ont augmenté en moyenne de 19,2% pour représenter 6,1% du PIB sur la période 2017-2020 grâce à la croissance conjuguée des appuis budgétaires (30%) et des dons projets (17,8%) en lien avec les réformes mises en œuvre (budget programme, climat des affaires, agriculture, éducation, santé, etc.).

En 2021, les recettes totales et dons ont progressé de 8,2% pour représenter 18,2% du PIB. Cette situation s'explique par le rebond des recettes de 5,2% et des dons de 12,9%. L'augmentation des dons provient essentiellement de la hausse des dons projets (19,9%) en lien avec la mise en œuvre accélérée du PDES.

Tableau 2: Évolution des recettes publiques en milliards de FCFA entre 2017 et 2021

Principales rubriques des recettes	2017	2018	2019	2020	Moyenne 2017-2020	2021
Commerce international	172,2	194,1	208,8	215,1	197,6	221,9
Biens et services	233,8	354	317	270	293,7	318,0
Revenus	170,8	175,4	188,6	191,6	181,6	209,0
Autres recettes fiscales	24,4	41,0	41,1	53,2	39,9	51,8
Recettes fiscales pour compte des tiers	18,7	22,5	27,8	29,7	24,7	30,6
Recettes non fiscales	48,2	66,3	50,5	73,6	59,6	51,1
Recettes du budget annexe et des comptes spéciaux	12,3	7,9	13,9	18,2	13,1	14,6
Recettes totales	680,7	862,4	848,5	852,5	811,0	896,9

Source : MF/DGOF/R

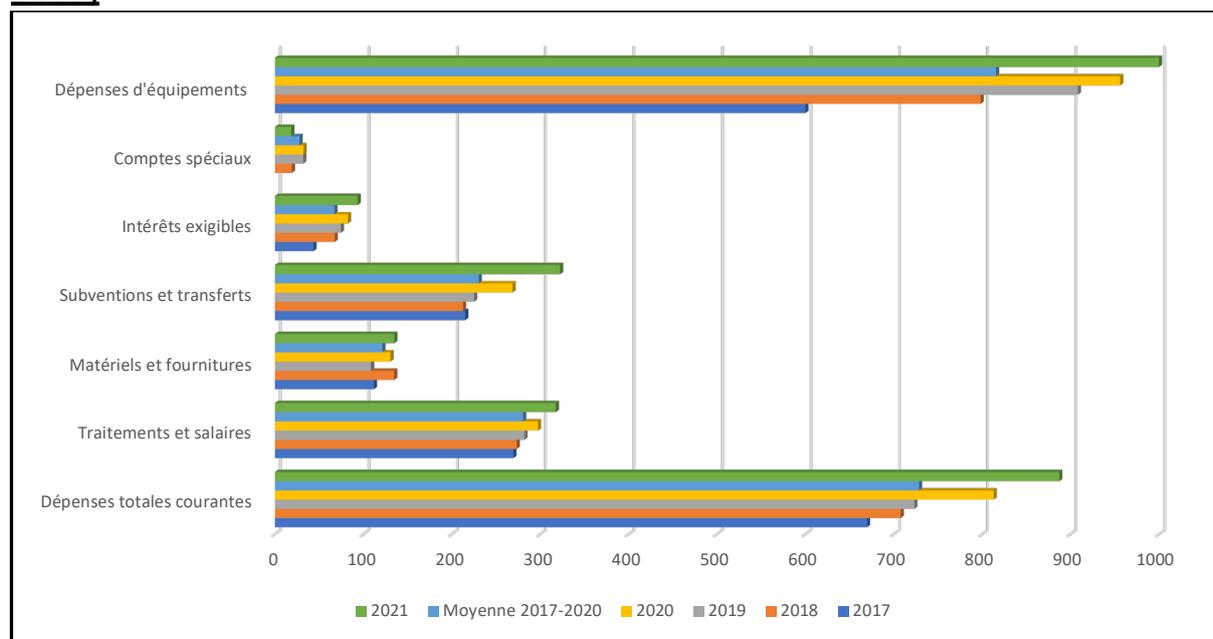
Les dépenses publiques ont augmenté de 11,2% en moyenne sur la période 2017-2020 pour représenter 21,1% du PIB sur la même période. Elles sont composées des dépenses courantes (10,0% du PIB) et des dépenses d'équipement (11,1% du PIB) pour assurer les fonctions régaliennes de l'Etat (sécurité, éducation, santé, construction des infrastructures, etc.).

Ainsi, sur la période 2017-2020, les dépenses courantes sont ressorties à 280,8 milliards en moyenne pour la rubrique « traitements et salaires », 230,4 milliards de transferts et subventions, 121,6 milliards d'achats de matériels et fournitures de biens et services, 67,7 milliards de paiements d'intérêts et 26,2 milliards de dépenses au titre des comptes spéciaux du trésor.

Les dépenses d'équipement sont constituées en moyenne de 465,6 milliards sur ressources extérieures et 350,1 milliards sur ressources internes sur la période 2017-2020.

En 2021, les dépenses publiques se sont établies à 2006,6 milliards (soit 24,3% du PIB). Elles sont composées des dépenses courantes de 887,3 milliards (10,7% du PIB) et des dépenses d'équipement de 1079,3 milliards (13,0% du PIB).

Graphique 2: Évolution des dépenses publiques entre 2017 et 2021 (en milliards de FCFA)



Source : MF/DGOF/R

Les réformes structurelles engagées par le Gouvernement sont orientées vers la consolidation de la gouvernance économique et financière via le renforcement de la qualité et de l'efficacité de la dépense, la mobilisation accrue des ressources à travers la mise en œuvre des mesures de modernisation et de digitalisation de l'économie.

1.3. Echanges extérieurs et masse monétaire

Sur la période 2017-2021, **les échanges extérieurs** du Niger se sont traduits par une tendance positive du solde global, résultant d'une amélioration continue du solde du compte financier qui a atténué la dégradation du déficit du solde des transactions courantes et de capital.

Le déficit de la balance courante s'est détérioré pour représenter -11,7% du PIB en moyenne entre 2017 et 2021. Cette situation est engendrée principalement par la détérioration de la balance des biens et services et du revenu primaire, malgré un excédent du compte du revenu secondaire.

La balance commerciale des biens représentant -8,5% du PIB en moyenne sur la période 2017 à 2020, a été marquée par une progression annuelle moyenne des importations de 7,7%, suivant la tendance des achats des biens d'équipement et intermédiaires. Les exportations ont augmenté de 1,5% en moyenne. Cette faible évolution s'explique par le repli des ventes extérieures des produits pétroliers, de l'uranium et des produits agropastoraux.

En 2021, la balance commerciale se détériorerait de 12,8%, en lien notamment avec une hausse des importations, induite par les achats de biens d'équipements et intermédiaires dans le cadre de l'exécution des grands projets d'investissements publics (barrage de Kandadji, routes, etc.) et privés (construction du pipeline de transports du pétrole brut et projets miniers). Cette situation serait modérée par une hausse des exportations de 4,1%, imputable aux produits agropastoraux et pétroliers.

Quant aux services, leur déficit s'est alourdi en moyenne de 3,2% par an entre 2017 et 2020, en lien avec les dépenses en fret et assurances induites par la hausse des importations. Le compte des services enregistrerait un déficit de 8% en 2021 par rapport à l'année précédente, imputable essentiellement à l'augmentation des frets sur les importations, malgré une reprise des recettes de voyage et de télécommunications.

L'évolution de la **situation monétaire** sur la période 2017-2020 s'est traduite globalement par une amélioration des actifs extérieurs nets et une expansion des créances intérieures et de la masse monétaire.

Les actifs extérieurs nets sont passés de 437,2 milliards en 2017 à 559,8 milliards à fin décembre 2020, soit une hausse annuelle moyenne (+8,6%).

Sur la période 2017-2020, l'encours des créances intérieures s'est accru de 228,1 milliards en moyenne, soit +7,0% de taux de croissance annuel moyen, en s'établissant à 1.238,1 milliards. Cette évolution résulte d'une dégradation des créances nettes sur l'administration centrale de 49,8 milliards et d'une augmentation des créances sur l'économie de 5,8 milliards.

Globalement, sur la période 2017-2020, les créances sur l'économie représentent en moyenne 12,8% du PIB.

En lien avec l'évolution de ses contreparties, sur la période sous revue la masse monétaire est passée de 1.151,8 milliards en 2017 à 1.516,2 milliards en 2020, soit une augmentation de 364,5 milliards, soit 9,6% de croissance moyenne annuelle.

L'année 2021 est marquée par une augmentation des actifs extérieurs nets, des créances intérieures et de la masse monétaire.

Le niveau du financement bancaire de l'économie est ressorti à 1.134,1 milliards en 2021, soit une hausse de 8,6% en variation annuelle, sous l'impulsion des financements consentis aux branches des BTP, du pétrole, des mines et du commerce.

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a affiché, en 2021, une hausse de 37,8 milliards en valeur relative pour s'établir à 1.554,0 milliards, portée par l'accroissement

de la circulation fiduciaire (+26,4 milliards) et des autres composantes. Le taux de liquidité global de l'économie s'est établi à 20,8% contre 20,1% en 2020.

II. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2022

Les perspectives pour 2022 restent favorables et tiennent compte des orientations de la Déclaration de Politique Générale (DPG), des orientations stratégiques formulées dans le nouveau Plan de Développement Économique et Social pour la période 2022-2026, ainsi que des engagements contenus dans le Programme Économique et Financier (PEF 2022-2024). Ces perspectives s'inscrivent dans un contexte de sortie progressive des restrictions liées à la pandémie de la Covid-19, du contexte d'insécurité au Sahel combiné avec la guerre en Ukraine, créant une incertitude qui est susceptible d'exacerber les défis économiques, sociaux et sécuritaires.

2.1 Croissance économique et inflation

Il est **attendu une accélération de la croissance**. Celle-ci serait portée par tous les secteurs d'activités économiques. Ainsi, la croissance économique devrait rebondir en 2022 pour se situer autour de 7,0%, après avoir ralenti à 1,3% en 2021. Cette croissance serait soutenue par les investissements dans les grands projets, notamment pétroliers et les infrastructures économiques ainsi que dans le secteur agricole, à travers l'Initiative 3N et le Millenium Challenge Corporation (MCC). L'évolution sectorielle en 2022 se présenterait comme suit :

- La croissance du **secteur primaire** est attendue à 7,0% sur la période 2022-2026. Cette évolution serait imputable principalement aux branches de l'agriculture et de l'élevage avec des taux de croissance moyens annuels respectifs de 8,2% et 4,7%. La branche agriculture devrait tirer profit des effets de la finalisation des réalisations des grands projets et programmes (MCC, barrage de Kandadji, pôles régionaux, etc.). Quant à l'évolution de la branche élevage, elle serait en lien avec une bonne pluviométrie qui conditionne la disponibilité fourragère et avec les actions entreprises en faveur de la santé animale.
- **Le secteur secondaire** s'accroîtrait de 5,5% en 2022. Cette performance serait liée à la bonne tenue de la branche des activités extractives en rapport avec le démarrage en 2023 de la production pétrolière destinée à l'exportation. Elle serait néanmoins atténuée par la baisse de la production de l'uranium (-4,9%) due à la fermeture de la COMINAK.
- **Le secteur tertiaire** progresserait de 7,1% en 2022. Cette évolution serait particulièrement tirée par le transport (+17,8%) en lien avec le transport des matériaux pour la construction du pipeline, les services non marchands des administrations publiques (+8,0%) et communication (+7,3%).

En ce qui concerne l'**inflation**, mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation, elle se situerait à 2,3%, inférieure à la norme communautaire de l'UEMOA de 3,0% maximum.

2.2 Finances publiques

Conformément aux orientations en matière de politique macroéconomique contenues dans la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement, la Stratégie des Réformes de Gestion des Finances Publiques (SRGFP 2021-2025) et le Programme Économique et Financier (PEF 2021-2024), il est attendu un déficit budgétaire global, dons compris, de 6,6% du PIB en 2022 après 5,9% en 2021.

Ainsi, il est prévu une progression des recettes totales de 26,2% en 2022 contre 5,3% en 2021. Les recettes fiscales progresseraient globalement de 28,6% contre 11,2% en 2021. Le taux de pression fiscale s'établirait à 11,8% en 2022 contre 10,2% un an plutôt. Cette performance serait en lien avec la poursuite de mise en œuvre des réformes financières et de la modernisation des régies financières.

Les dépenses totales enregistreraient une hausse de 18,7% en 2022 contre 1,4% en 2021. Cette progression résulterait de la hausse combinée des dépenses courantes de 5,7% et de celle des dépenses en capital et prêts nets de 55,6%.

Tableau 3: Évolution des grandes masses du budget (hors exonérations) en milliards de FCFA

Libellé	2021	LFI 2022
Recettes totales	896,9	1 131,9
Recettes fiscales	831,2	1 068,8
Recettes non fiscales	51,1	48,1
Recettes budget annexe + CST	14,6	15,0
Dépenses totales	2 006,6	2 380,9
Dépenses courantes budgétaires	918,4	978,4
Traitements et salaires	317,7	334,1
Dépenses en capital et prêts nets	882,8	1 373,5
Dépenses d'équipement	1 079,3	1 333,5
Sur ressources budgétaires	450,9	468,6
Sur ressources extérieures	628,4	864,9
Solde global (base engagement) hors dons	-1 109,7	-1 249,1
Solde global (base engagement) dons compris	-504,6	-673,7
Financement	921,8	1249
Financement extérieur	769,6	972,7
Financement intérieur	287,4	276,4

Source : MF/DGOF/R

S'agissant de la dette, l'encours rapporté au PIB s'établirait à 51,2% en 2022 contre 50,9% en 2021. Le niveau de 2022 resterait largement inférieur au seuil de 70% reflétant ainsi une gestion prudente de la dette grâce notamment au recours aux emprunts concessionnels.

2.3 Balance des paiements

Les paiements extérieurs en 2022 se solderaient par une dégradation du déficit courant et un excédent du compte de capital et d'opérations financières. Le solde de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 46,3 milliards en 2022 contre un excédent de 126,6 milliards en 2021.

2.4 Situation monétaire

La masse monétaire progresserait de 8,2% pour s'établir à 1 681,2 milliards à fin 2022, impulsée par l'augmentation des créances intérieures (24,1%). En ce qui concerne les créances sur l'économie, elles s'accroîtraient de 12,4% pour s'établir à 1 275,8 milliards. Les créances nettes sur l'administration publique se chiffrent à 272,2 milliards contre 112,9 milliards en 2021.

III. PRESENTATION DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT A FIN JUIN 2022

Cette partie présente la situation cumulée de l'exécution du budget à fin juin 2022.

1. REALISATION DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

Sur une prévision annuelle de 2 908,59 milliards de FCFA, les réalisations cumulées des ressources du budget général de l'Etat à fin juin 2022 s'élèvent à 1080,2 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 37,14%.

Comparé à la même période en 2021 (889,76 milliards), le niveau de réalisation des recettes du budget général a connu une hausse de 190,44 milliards de FCFA, soit un taux de 6,55%.

Le tableau ci-dessous présente la situation d'exécution des ressources du budget général de l'Etat à fin juin 2022.

Tableau 4: Situation de réalisation des recettes à fin juin 2022

Article/catégorie	Libellé	Prévisions LFR2 2022 (en Mrds de FCFA)	Réalisations à fin Juin 2022 (en Mrds de FCFA)	Taux de réalisation
1- Ressources extérieures				
12	Dons et legs	635,85	104,93	17%
	<i>dont: Aide projets</i>	435,33	104,93	24%
	<i>Aides budgétaires</i>	200,53	0	0%
14	Obligations du Trésor	350	280,22	80%
15	Tirages sur emprunts projets	429,55	72	17%
16	Emprunts programmes	131,33	0	0%
Total ressources extérieures		1 546,73	457,15	30%
2 - Ressources internes				
70	Vente des produits et services	8,28	2,14	26%
71	Recettes fiscales	1 304,79	589,62	45%
72	Recettes non fiscales	30,13	18,01	60%
75	Recettes exceptionnelles	18,42	12,65	69%
77	Produits financiers	0,23	0,63	274%
Total ressources internes		1 361,86	623,05	46%
TOTAL GENERAL		2908,59	1080,2	37%

Source : MF/DGB/DESB

1.1 Les ressources extérieures

En fin juin 2022, le montant total mobilisé auprès des partenaires techniques et financiers s'établit à **457,15 milliards de FCFA** pour des prévisions annuelles de **1 546,73 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **30%**.

Les ressources extérieures se décomposent comme suit :

- ✓ les dons et legs : les réalisations cumulées des dons et legs à fin juin 2022 s'élèvent à **104,93 milliards** de FCFA pour des prévisions annuelles de 635,85 milliards de FCFA. Comparé au niveau atteint à la même période en 2021 (**54,02 milliards** de FCFA), le niveau de décaissement des dons et legs est en hausse de 50,91 milliards de FCFA soit 8% en rapport avec les prévisions annuelles de la catégorie ;
- ✓ les obligations du Trésor ont été mobilisées à hauteur de **280,22 milliards** de FCFA pour des prévisions annuelles de **350 milliards** de FCFA, soit un taux de **80,06%**. Le niveau de réalisation des obligations du trésor est en hausse de **115,22 milliards** de FCFA par rapport à son niveau de 2021 (**165 milliards** de FCFA) à la même période ;
- ✓ les emprunts projets qui ressortent à **72 milliards** de FCFA pour des prévisions annuelles 429,55 **milliards** de FCFA, soit un taux de 17%. Comparé à la même période en 2021 (**48,47 milliards de FCFA**), le niveau de décaissement a connu une hausse de **23,53 milliards** de FCFA ;
- ✓ au titres des emprunts programmes, aucun décaissement n'a été enregistré au cours de ce premier semestre.

1.2 Les ressources internes

Les réalisations cumulées des recettes internes du budget de l'Etat au 30 juin 2022 s'élèvent à 623,05 **milliards** de FCFA, soit un taux de **46%**. Comparé à la même période en 2021 (**622,27 milliards de FCFA**), le niveau de réalisation des ressources internes a connu une hausse négligeable de **0,78 milliards** de FCFA.

✓ Les recettes fiscales

Les réalisations cumulées des recettes fiscales à fin juin 2022 s'élèvent à **589,62 milliards** de FCFA, pour des prévisions annuelles de **1304,79 milliards** soit un taux de **45%**. Comparé à la même période en 2021 (**599,68 milliards de FCFA**), le niveau de réalisation des ressources fiscales a connu une baisse de **10,06 milliards**.

✓ Les recettes non fiscales

Les réalisations cumulées des recettes non fiscales à fin juin 2022 s'élèvent à **18,01 milliards** de FCFA, soit un taux de réalisation de **60%**. Comparé à la même période en 2021 (**15,25 milliards de FCFA**), le niveau de réalisation des ressources non fiscales a connu une hausse de **2,76 milliards** de FCFA.

✓ Les recettes exceptionnelles

Les réalisations cumulées des recettes exceptionnelles à fin juin 2022 s'élèvent à **12,65 milliards**, soit un taux de réalisation **69%**. Comparé à la même période en 2021 (4 milliards de FCFA), le niveau de réalisation des ressources exceptionnelles a connu une hausse de **8,65 milliards de FCFA**.

✓ La vente de produits et services

La vente de produits et services a atteint **2,14 milliards** de FCFA à fin juin 2022 sur les **8,28 milliards** prévus, soit un taux de réalisation de **26%**. Comparé à la même période en 2021 (**3,06 milliards de FCFA**), le niveau de réalisation de la vente des produits et services a connu une baisse de **0,92 milliard** de FCFA.

✓ Produits financiers

A fin juin 2022, les produits financiers sont mobilisés à hauteur de **0,63 milliard** de FCFA sur une prévision annuelle de **0,23 milliard** de FCFA, soit un taux de recouvrement de **274%**. Comparé à la même période en 2021 (**0,28 milliard de FCFA**), le niveau de réalisation des produits financiers a connu une hausse de **0,35 milliard**.

2. EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

L'analyse de la situation d'exécution des dépenses budgétaires à fin juin 2022 porte essentiellement sur les amortissements et charges de la dette publique, les dépenses des biens et services, les subventions et transferts et les dépenses d'investissement.

Sur les **2 908,59 milliards** de FCFA de prévisions annuelles, les dépenses totales de l'Etat sont évaluées à **1007,93 milliards** de FCFA à fin juin 2022, soit un taux d'exécution de **35%**. Comparé à l'année 2021 (**794,73 milliards de FCFA**), les dépenses du budget général de l'Etat sont en hausse de **213,2 milliards** de FCFA, soit un taux de **7,33%** en rapport au budget 2022.

2.1 Amortissement et charges de la dette publique

Prévu pour un montant de **424,5 milliards** de FCFA, le service de la dette publique du budget général de l'Etat à fin juin 2022 a connu une réalisation de l'ordre de **152,55 milliards** de FCFA soit un taux d'exécution de **36%**.

Comparativement à la même période en 2021 (**87,48 milliards de CFA**), le remboursement du principal et des Intérêts de la dette publique a augmenté de **65,07 milliards de FCFA**.

2.2 Dépenses de personnel

A fin juin 2022, les dépenses de personnel du budget général de l'Etat sont exécutées à hauteur de **169,11 milliards** de FCFA pour une prévision annuelle de **334,1 milliards** de FCFA, soit un taux d'exécution **105%**.

A la même période en 2021, ce taux était de 100% correspondant à des dépenses de personnel de **158,97 milliards FCFA**. Il ressort une hausse des dépenses de personnel de **10,14 milliards** de F CFA.

2.3 Dépenses d'achats de biens et services

Les réalisations cumulées des dépenses d'achats de biens et services à fin juin 2022 s'élèvent à **74,96 milliards** de FCFA sur une prévision annuelle de **162,4 milliards** de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de **46%**. Comparé à la même période en 2021, le niveau d'exécution de cette catégorie de dépense a connu une hausse de **20 milliards** de FCFA.

2.4 Subventions et transferts courants

Pour une prévision de **369,3 milliards** de FCFA, les réalisations cumulées des dépenses de transferts et subventions ont atteint au 30 juin 2022 un montant de **243,43 milliards** de FCFA, représentant un taux d'exécution de **66%**. Comparativement à la même période en 2021 (**151,98 milliards de FCFA**), le niveau d'exécution des dépenses de subventions et transferts a connu une hausse de **91,45 milliards**.

2.5 Dépenses d'investissement de l'Etat

Les réalisations cumulées des dépenses d'investissement de l'Etat au 30 juin 2022 s'élèvent à **365,36 milliards**, soit un taux de **23%**. Comparé à la même période en 2021 (**341,32 milliards de FCFA**), le niveau d'exécution des dépenses d'investissements de l'Etat a connu une hausse de **24,04 milliards** de FCFA.

✓ au 30 juin 2022, les dépenses d'investissements sur ressources propres sont exécutées à hauteur de **188,44 milliards** de FCFA pour une prévision annuelle de **753,5 milliards** de FCFA, ce qui correspond à un taux d'exécution de **25%**.

✓ quant aux investissements sur ressources extérieures, ils se chiffrent à **176,93 milliards** de FCFA pour une prévision de **1196,75 milliards** FCFA, soit un taux d'exécution de **15%**.

La situation des dépenses du budget général de l'Etat est présentée dans le tableau récapitulatif ci-après :

Tableau 5 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2022

Catégorie-Libellés	Exécution des dépenses à fin juin 2021					Exécution des dépenses à fin juin 2022				
	crédits			taux de consommation		crédits			taux de consommation	
	votés	libérés	consommés	//votés	//libérés	votés	libérés	consommés	//votés	//libérés
1-Charges financières de la Dette	371,02	168,05	87,48	24%	52%	424,5	210,89	152,55	36%	72%
2-Charges de personnel	317,94	158,97	158,97	50%	100%	334,1	161,78	169,11	51%	105%
3-Achats de Biens et Services	150,37	66,63	54,96	37%	82%	162,4	76,54	74,96	46%	98%
4-Subventions et autres Transferts Courants	324,95	170,94	151,98	47%	89%	369,3	198,12	243,43	66%	123%
5-Investissements Exécutes par l'Etat	1 480,26	358,03	341,32	23%	95%	1 613,21	365,36	365,36	23%	100%
<i>Projets Financements ANR</i>	458,00	42,34	42,34	9%	100%	635,85	104,93	104,93	17%	100%
<i>Projets Financements Emprunts</i>	337,33	48,47	48,47	14%	100%	560,9	72	72	13%	100%
<i>Financement Trésor</i>	684,93	267,23	250,52	37%	94%	753,5	188,44	188,44	25%	100%
Total général	2 644,53	922,62	794,73	30%	86%	2908,59	1117,2	1007,93	35%	90%

Source : MF/DGB/DESB

IV. SITUATION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 30 JUIN 2022

Cette partie est consacrée à l'analyse de (i) la situation du portefeuille de la dette publique à fin juin 2022 et (ii) les coûts et risques y afférents.

1. Situation du portefeuille de la dette publique au 30 juin 2022

Au 30 juin 2022, l'encours de la dette publique est évalué à 4.727,3 milliards de FCFA contre 4.205,7 milliards de FCFA à fin décembre 2021, soit une hausse de 12,4%. La part de la dette extérieure (en devises étrangères) dans le portefeuille de la dette publique passe de 26,0% au 31 décembre 2021 à 26,4% au 30 juin 2022, tandis que la dette intérieure qui représentait 24,9% de l'encours à fin décembre 2021 en représente 24,5% au 30 juin 2022.

Tableau 1 : Encours dette publique au 31 décembre 2021 et au 30 juin 2022 (en milliards de FCFA) CATEGORIE

CATEGORIE	Encours au 31/12/2021	En % du PIB	Part en %	Encours au 30/06/2022	En % du PIB	Part en %
Dettes intérieure	2 058,96	24,90%	49,00%	2 274,55	24,50%	48,00%
Dettes extérieure	2 146,71	26,00%	51,00%	2 452,73	26,40%	52,00%
Dettes Publique	4 205,67	50,90%	100,00%	4 727,28	50,90%	100,00%

Source : MF/DGT/CP/DDP

- a. **L'encours du portefeuille de la dette extérieure** (en devises étrangères) au 30 juin 2022 est composé de 1.959,3 milliards de FCFA de dette multilatérale, soit 79,9% de la dette extérieure totale, 376,3 milliards de FCFA de dette bilatérale, représentant 15,3% de la dette extérieure totale et 117,2 milliards de FCFA de dette commerciale, soit 4,8% de la dette extérieure totale. Les principaux créanciers extérieurs sont la Banque Mondiale (45,7%), le Fonds Africain de Développement (20,7%), la Banque Islamique de Développement (BID) (5,8%) et la Deutsche Bank AG (DB) (4,8%). La dette commerciale est essentiellement constituée de l'emprunt contracté auprès de la DB dans le cadre du reprofilage du portefeuille de la dette intérieure en 2020. Les graphiques 1 et 2 ci-après donnent la répartition de la dette extérieure par catégorie d'instrument et par créancier.
- b. **La dette en devises** est composée principalement de l'Euro avec 52,2% (1.281,0 milliards de FCFA), des paniers DTS UCF et ISD avec 31,5% (771,6 milliards de FCFA) et du dollar US qui représente 7,8% (192,4 milliards de FCFA). Après décomposition du DTS en ses monnaies composites, l'Euro constitue la devise dominante avec 62,0% contre 21,0% pour l'USD et 8,5% pour le CNY.
- c. L'encours de la dette intérieure (dette libellée en FCFA) au 30 juin 2022 ressort à 2.274,6 milliards de FCFA. Cet encours est dominé par la dette de marché (bons et obligations du Trésor) qui représente 67,5%. Le reste du portefeuille de la dette intérieure est constitué de la dette de la BOAD, des prêts programmes du FMI, des contrats de partenariat public privé et autres dettes (prêt restructuré BIA et WAKALA BIN).

Tableau 2 : Évolution de l'encours de la dette intérieure à fin 2021 et au 30 juin 2022 (en milliards de FCFA)

RUBRIQUE	31/12/2021	30/06/2022	Part en %
Obligations du trésor	1 045,18	1 243,49	54,70%
BOAD	339,53	329,55	14,50%
Bons du trésor	280,5	291,78	12,80%
FMI	244,69	240,55	10,60%
Concours adossés aux DTS	50,08	100,15	4,40%
PPP	75,62	66,14	2,90%
Autres	20,58	2,88	0,10%
Passifs (CAADIE)	2,77	0	0,00%
DETTE INTERIEURE	2 058,96	2 274,55	100,00%

Source : MF/DGT/CP/DDP

2. Analyse coût et risque du portefeuille à fin juin 2022

De l'analyse des indicateurs de la dette à fin juin 2022, il ressort que le coût moyen du portefeuille de la dette publique du Niger est de 2,8%. Le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette intérieure s'élève à 4,5% contre 1,2% pour la dette extérieure. Le portefeuille de la dette publique du Niger est exposé aux risques de marché comme suit :

- **Risque de refinancement** : L'échéance moyenne (ATM) du portefeuille total est de 9,5 ans et la dette à repayer dans un an est de 9,9% de la dette totale. Pour la dette intérieure, l'ATM est passée de 4,2 ans à fin décembre 2021 à 20,2% à fin juin 2022. La dette intérieure à repayer dans un an est passée de 25,1% à 20,2% sur la même période.
- **Risque de taux d'intérêt** : Le portefeuille de la dette du Niger n'est pas exposé de manière directe au risque de taux d'intérêt du fait que la totalité de la dette est contractée à taux fixe. Cependant, le portefeuille est exposé de manière indirecte au risque de taux d'intérêt lié au refinancement chaque année d'une bonne partie de la dette intérieure. La durée moyenne de refixation se situe à 9,5 ans et la part de la dette intérieure à refixer dans un an s'élève à 20,2% du total de la dette intérieure.
- **Risque de taux de change** : La part élevée de la dette extérieure (51,9%) expose le portefeuille au risque de change. Cependant, ce risque est atténué, par le poids élevé de la dette libellée en Euro qui représente 62,0% de la dette extérieure en devises.

Il ressort de ce qui précède

- **que le risque de refinancement** est considéré comme le risque le plus important à court et moyen termes et doit être géré à travers une stratégie d'émission de titres publics et de gestion active de la dette plus appropriées

- **S'agissant de la dette extérieure**, il est préférable pour le pays d'opter en priorité pour un endettement multilatéral et bilatéral concessionnel et semi concessionnel.
- **Le choix de l'Euro comme devise de convention** traduit la volonté des Autorités de réduire l'exposition du portefeuille de la dette extérieure au risque de taux de change

Conclusion

Malgré la multiplicité des chocs auxquels le Niger fait face et qui, d'une part plombent le niveau de mobilisation de ses ressources tant internes qu'externes et d'autres part, explosent les réalisations de certaines catégories de dépenses (sécuritaires et alimentaires notamment), le pays poursuit avec détermination et l'appui de ses nombreux partenaires, ses efforts de mobilisation de ressources en vue de faire face aux besoins fondamentaux des populations telles que déclinées par les priorités gouvernementales.

Les réalisations totales des ressources affichent un taux de 37,14% en fin Juin 2022, en hausse de 6,55% par rapport à la même période en 2021.

Le taux de consommation des crédits par rapport aux libérations s'est élevé à 90% en hausse de 4 points par rapport en 2021 pour la même période (86%) ; ce qui augure de bonnes perspectives relativement à la consommation globale des crédits budgétaires.

En pourcentage du PIB, l'encours global de la dette affiche un taux de 50,9% nettement en deçà de la norme communautaire ($\leq 70\%$).